



Déclaration des Chefs d'État et de Gouvernement du Groupe de Rio en faveur du rétablissement de l'ordre constitutionnel, de l'état de droit et des autorités légalement instaurée, dans la République du Honduras.

Les Chefs d'État et de Gouvernement du Mécanisme permanent de consultation et de concertation politique, assemblés à Managua, Nicaragua, lors de leur Deuxième réunion extraordinaire :

Réaffirmant le contenu des déclarations du Groupe de Rio pour soutenir les principes institutionnels démocratiques au Honduras du 26 et 28 juin 2009 ;

Considérant que ces faits sont un attentat contre les peuples et la démocratie de notre région, car les peuples d'Amérique Latine et des Caraïbes sont énergiquement et définitivement opposés à l'usage de la force pour résoudre des différences politiques, ainsi qu'à toute action qui puisse mettre en danger la continuité institutionnelle et démocratique de nos nations ;

Convaincus du fait qu'il est urgent d'agir, dans le respect des principes de notre Mécanisme, et sur la base du dialogue et de l'harmonisation, pour nous opposer catégoriquement à ces événements et pour chercher les moyens de contribuer à la démocratie et à la légalité dans la République du Honduras.

Déclarent:

1. Leur plus énergique condamnation du coup d'état s'étant produit au matin du 28 juin au Honduras, et en particulier de la violence et de la force arbitraire employées lors de la détention du Président constitutionnel José Manuel Zelaya Rosales pour l'obliger par la force à quitter son pays.
2. Leur conviction que les événements s'étant produits au Honduras constituent une flagrante enfreinte du Droit international.
3. Leur soutien sans faille au Président constitutionnel de la République du Honduras, José Manuel Zelaya Rosales, auquel doit être restitué immédiatement et inconditionnellement le mandat que le peuple du Honduras lui a confié librement par le vote.
4. Que l'utilisation de la force pour déposer un gouvernement légalement constitué est inacceptable.



5. Qu'il est indispensable d'assurer la liberté d'expression et l'intégrité physique des représentants des médias.
6. Que la prise de possession du président par intérim de la République du Honduras qui a eu lieu hier au Congrès national de ce pays n'a aucune légitimité pour avoir été le résultat d'un coup d'état.
7. Que le seul gouvernement légitime de la République du Honduras est celui que préside le président constitutionnel, José Manuel Zelaya Rosales, élu par la souveraineté populaire au moyen du vote, en raison de quoi nous reconnaissons pour seuls représentants diplomatiques du Honduras les personnes désignées par le président José Manuel Zelaya Rosales.
8. Qu'ils engagent les forces armées de ce pays à se subordonner à leur Chef de commandement et Président constitutionnel José Manuel Zelaya Rosales.
9. Que face à la grave situation où se trouve la République sœur du Honduras, le Mécanisme exige le plus absolu respect des droits humains et demande que les garanties constitutionnelles de toutes les personnes se trouvant dans ce pays soient préservées.
10. La création d'une commission de représentants présidentiels pour réaliser des investigations sur d'éventuels crimes et violations des droits humains par les putschistes.
11. Qu'ils pressent l'Assemblée générale extraordinaire de l'Organisation des États Américains, laquelle doit se tenir demain, pour qu'elle adopte des solutions radicales, dans le but de rétablir la vie démocratique au Honduras et de réintégrer à son mandat le président constitutionnel José Manuel Zelaya Rosales.

Les Chefs d'État et de Gouvernement du Groupe de Rio remercient le Président du Nicaragua, Daniel Ortega Saavedra, de son hospitalité et des facilités pour la célébration de cette deuxième Réunion au sommet extraordinaire.

Managua, Nicaragua, le 29 juin 2009.